



Les inégalités et le cadre de développement de l'après-2015

Les disparités de revenu à l'intérieur des pays et entre eux se sont creusées au cours des dernières décennies. Les inégalités entre hommes et femmes s'atténuent très lentement. Malgré l'intégration croissante des économies, la nationalité et la géographie continuent d'être des facteurs déterminants pour les chances dans la vie. Les instruments politiques capables de promouvoir l'égalité des résultats ont été négligés dans une large mesure au nom de démarches prétendument créatrices d'une "égalité des chances" qui n'ont pas réussi à endiguer la montée de l'inégalité. Le mécontentement social actuel et la méfiance qu'inspirent les gouvernements mettent en lumière l'urgence de s'attaquer de front à l'inégalité: cette lutte devrait figurer en bonne place dans le cadre de développement de l'après-2015, comme un objectif en soi et comme une cible à atteindre pour réaliser d'autres objectifs.

Aggravation des inégalités

Au cours des vingt à trente dernières années, les inégalités de revenu se sont aggravées: entre 1990 et 2000, plus des deux tiers des 85 pays pour lesquels on dispose de données ont enregistré une hausse des inégalités de revenu telles que mesurées par le coefficient de Gini. S'agissant de la concentration des richesses à l'échelle mondiale, le 1 pour cent le plus riche de la population détient actuellement 40 % des richesses alors que la moitié la plus pauvre de la population détient juste 1 pour cent des richesses. Cette structure générale des inégalités de revenu et de fortune qui se creusent sous l'effet de la libéralisation économique est confirmée par des données sur d'autres indicateurs.

L'un des indicateurs les plus révélateurs est la distribution des revenus entre les salaires (revenus du travail) et les profits (revenus du capital), connue sous le nom de "distribution fonctionnelle des revenus". Cela donne une bonne idée de la façon dont les salariés sont traités par rapport à ceux qui tirent leurs revenus du capital qu'ils possèdent sous forme d'actifs financiers ou d'équipement productif. Un pourcentage important de pays pour lesquels on dispose de données ont vu baisser la part du revenu national allant aux salaires entre 1980/1985 et 2000/2005.

Manque à gagner des femmes par rapport aux hommes (2008-2009)

22,9%

D'autres inégalités deviennent manifestes lorsque les salaires sont ventilés par sexe: les chiffres les plus récents laissent à penser que bien que les disparités des taux de scolarisation entre filles et garçons se soient réduites, le manque à gagner moyen des femmes par rapport aux hommes était de 22,9 % en 2008-2009. Comme l'écart observé en 1995 était de 26,2 %, il y a là une très légère amélioration. Selon l'OIT, à ce rythme, il faudra plus de 75 ans pour obtenir qu'hommes et femmes perçoivent des salaires égaux pour un travail de valeur égale (OIT 2011). Les indicateurs sociaux tels que les inscriptions dans les établissements d'enseignement secondaire et tertiaire, l'accès à l'eau potable et à un système d'assainissement, et la mortalité maternelle affichent tous de fortes disparités à l'intérieur d'un même pays lorsque le sexe, la région et l'ethnie ou la caste sont pris en compte.

La question de l'inégalité a aussi d'importantes dimensions mondiales. Bien que certains pays pauvres soient en train de rattraper les pays riches, les niveaux de revenu des pays riches sont encore beaucoup plus élevés que même ceux des pays convergents; les 5 % les plus pauvres d'un pays riche comme les États-Unis sont plus riches que les deux tiers de la population des pays pauvres. Ainsi aujourd'hui, les revenus d'une personne dépendent encore dans une large mesure de sa nationalité et de son lieu de vie (Milanovic 2011).

Départ à égalité ou égalité des trajectoires?

Ces dernières décennies, quand on démontrait aux pouvoirs en place que les inégalités se creusaient, ils répondaient en rejetant l'égalité des résultats qu'ils taxaient de "politique de l'envie" et insistaient au contraire sur l'égalité des chances.



Les instruments politiques capables de promouvoir l'égalité des résultats ont été négligés dans une large mesure au nom de démarches prétendument créatrices d'une "égalité des chances" qui n'ont pas réussi à endiguer la montée de l'inégalité.

Pourtant, il y a quelque chose de radical dans la proposition d'instaurer une véritable égalité des chances. De plus, on ne sait avec certitude que les chances étaient égales que quand les résultats sont égaux eux aussi; toute disparité systémique des résultats—qu'il s'agisse des revenus et de la fortune, ou plus largement de la distribution des ressources, des métiers et des rôles—signale une inégalité probable des chances de départ.

Cette façon de voir ne tient pas compte des facteurs structurels qui influencent le destin individuel et a conduit à négliger de puissants instruments politiques capables de réduire les inégalités des résultats tels que:

- des politiques macroéconomiques propres à créer suffisamment d'emplois pour absorber les nouveaux venus sur le marché du travail;
- des politiques des revenus et des politiques sociales qui fassent en sorte que le travail soit convenablement rémunéré dans une économie largement mondialisée dans laquelle les travailleurs ont perdu de leur pouvoir de négociation à cause de l'avancée de l'économie parallèle et de la libéralisation. Ces politiques consistent notamment à valider et à protéger le travail informel, à faire appliquer les lois relatives au salaire minimum et à l'interdiction des discriminations et à apporter le soutien de l'État aux petits exploitants agricoles;
- des dispositions sociales de bonne qualité et accessibles au plus grand nombre, notamment en matière d'éducation, de santé, d'alimentation, de logement et de sécurité sociale pour se protéger des baisses subites de revenu dues à la maladie, à la vieillesse, aux risques du marché, etc. et pour compenser la faiblesse persistante des revenus et leurs causes structurelles;
- un large accès à l'infrastructure, à la technologie domestique et aux services de soins et de garde pour soutenir la (re)production de la main-d'œuvre, charge que les femmes et les filles assument de manière disproportionnée sans être rémunérées;
- une réforme agraire en vue d'une redistribution des richesses et des revenus;
- la taxation des entreprises et un impôt progressif sur le revenu pour financer un dispositif social accessible au plus grand nombre.

Inégalité et mécontentement social

De récents événements politiques ont attiré l'attention du public sur les effets délétères de profondes inégalités, au Sud comme au Nord. Nombreux sont les signes du mécontentement social et d'une perte

L'UNRISD dans la préparation de l'après-2015

L'UNRISD est membre de l'Équipe spéciale du système des Nations Unies sur l'agenda de développement post-2015 et fait aussi partie du Groupe de travail de l'Équipe spéciale sur la question des inégalités, notamment entre hommes et femmes. La présente synthèse Recherches et politiques s'est inspirée d'une note présentée par l'UNRISD à l'Équipe spéciale pour la rédaction d'un document d'information générale sur le thème des inégalités: Addressing Inequalities: The Heart of the Post-2015 Development Agenda and the Future We Want for All (La correction des inégalités au cœur du programme de développement de l'après-2015 et l'avenir que nous voulons pour tous).

En qualité de membre de l'Équipe spéciale des Nations Unies et du nouveau (août 2012) Groupe consultatif pour la consultation mondiale sur la correction des inégalités dans le programme de développement de l'après-2015, l'UNRISD continuera à peser dans la réflexion des Nations Unies sur la question des inégalités et sa place dans le programme de développement de l'après-2015.

de confiance dans les gouvernements, et l'on ne compte plus les troubles causés par la hausse des prix des produits alimentaires, les licenciements et les mesures d'austérité draconiennes (en particulier à la périphérie de l'Union européenne).

Si des facteurs profonds et spécifiquement locaux sont à l'origine des récents soulèvements en Tunisie, en Égypte, en Syrie et dans les pays voisins, des taux de chômage élevés, la précarité des moyens d'existence et les pratiques répressives des États sont des motifs communs de mécontentement qui alimentent l'agitation populaire. Lorsque l'insécurité sociale est profonde, la résilience du peuple limitée face aux effets des crises et la démocratie fragile, un retour à un régime autoritaire n'est pas exclu.

Même dans les pays où la démocratie est solidement implantée, à une époque où les mesures d'austérité rongent les prestations sociales, réduisent les services de santé et d'éducation et rendent les emplois plus temporaires, la crise devient un mode de vie, ce qui a des conséquences déplorables. Même les partis politiques centristes, et pas seulement l'extrême-droite, jugent acceptable d'évoquer la "menace de l'immigration", ce qui donne du crédit au racisme populiste. Aux États-Unis, les contradictions et les crises ont remis à l'honneur des formes d'autorité coercitives. L'emprisonnement et l'endettement sont des maux qui gagnent du terrain dans les groupes sociaux marginalisés et qui touchent un nombre croissant de Noirs et d'Hispaniques pauvres des deux sexes.

Les inégalités et le cadre de développement de l'après-2015

Repérer les voies susceptibles de mener au changement

Les décideurs politiques dans les gouvernements nationaux et au sein du système international peuvent profiter des circonstances actuelles et du sentiment général qu'il faut agir d'urgence pour s'engager sur les voies du changement et progresser dans ce sens. Après les expériences douloureuses faites pendant trente ans avec des politiques orthodoxes, économiques et politiques, de nombreux gouvernements, en particulier de pays à bas revenu, ont la ferme volonté de se doter de stratégies de développement hétérodoxes.

Beaucoup de ces stratégies visent à la fois l'égalité sociale et un changement structurel centré sur l'emploi et prévoient, pour arriver à ces fins, des investissements dans les services publics et une protection sociale largement accessible. On se rend compte à présent que lorsque les stratégies de développement produisent des niveaux élevés d'emplois de qualité, le coût des politiques sociales et la charge de la couverture universelle s'en trouvent réduits.

Malgré les difficultés avec lesquelles se débattent les États providence européens, les variantes universalistes continuent de garder leurs populations de la misère en période d'austérité. De nouveaux régimes de protection sociale apparaissent dans certaines des sociétés les plus inégalitaires du Sud telles que le Brésil, l'Équateur et l'Uruguay, et font actuellement la preuve de leur capacité à réduire les inégalités. D'autres, comme la République de Corée, ont élargi leur couverture à de nouvelles catégories de population.

Ces expériences diverses plaident vigoureusement en faveur de politiques sociales universelles et diversifiées et contre des dispositions sociales trop ciblées. Les politiques universelles sont plus faciles et moins chères à appliquer, bénéficient du soutien de la classe moyenne, aident à créer des sociétés plus égalitaires et sont efficaces comme mécanisme de (re)production d'une force de travail saine, créative et qualifiée.

Institutionnaliser les droits et créer des conditions favorables

L'expérience des pays où la démocratie fonctionne bien nous apprend qu'il faut institutionnaliser les droits pour réduire sensiblement les inégalités. Cela signifie que les citoyens doivent pouvoir

L'urgence de s'attaquer aux inégalités

Un revirement d'opinion s'est produit au cours des deux dernières années et les puissants effets corrosifs de l'inégalité sont maintenant largement reconnus.

Les inégalités freinent la croissance économique et la lutte contre la pauvreté

- Avec de fortes inégalités, la croissance économique peine à faire reculer la pauvreté.
- De fortes inégalités poussent de larges segments de la population vers des emplois mal rémunérés, ce qui resserre la demande intérieure et entrave le changement structurel.
- De fortes inégalités peuvent précipiter des crises financières par une sous-consommation et la création de diverses "bulles" capables de déstabiliser l'économie réelle.
- Avec de fortes inégalités, il est difficile de construire un système de protection sociale diversifié, redistributif et financièrement viable sur la base du principe de solidarité sociale, c'est-à-dire d'obtenir que les classes moyennes à la fois financent (par l'impôt) les services publics et les utilisent aux côtés des pauvres.

Les inégalités rongent le tissu social

- De fortes inégalités créent des sociétés à deux vitesses dans lesquelles des systèmes fragmentés de prise en charge sociale fournissent des services d'éducation et de santé de bonne qualité à ceux qui peuvent se les permettre tandis que les autres doivent avoir recours à des services publics surchargés et en mal de financement. Les politiques sociales n'ont plus alors qu'un pouvoir limité d'instaurer l'égalité des chances et la mobilité sociale s'en trouve réduite.
- De fortes inégalités sont préjudiciables à la cohésion sociale et risquent de fragiliser les efforts de démocratisation.
- Avec de fortes inégalités, il est plus facile pour ceux qui détiennent un pouvoir économique d'en faire un usage politique pour préserver leurs intérêts.
- De fortes inégalités peuvent entraîner une hausse de la criminalité ou causer un conflit violent, en particulier dans des sociétés multiethniques.
- Avec de fortes inégalités entre les pays, les pays à bas revenu ont de la peine à garder du personnel qualifié dans les secteurs tels que la santé et l'éducation qui sont cruciaux pour la réalisation des objectifs du développement humain, et souffrent d'une fuite des cerveaux et des soignants, même s'il est en partie compensé par les envois d'argent des émigrés à leurs communautés.

Les décideurs politiques dans les gouvernements nationaux et au sein du système international peuvent profiter des circonstances actuelles et du sentiment général qu'il faut agir d'urgence pour s'engager sur les voies du changement et progresser dans ce sens.

Cibler les inégalités dans le cadre de développement de après-2015

La réduction des inégalités devrait être considérée comme un objectif en soi. Elle devrait aussi être prise en compte dans d'autres objectifs. On pourrait fixer des cibles pour les inégalités à l'intérieur d'un même pays— inégalités entre régions, entre les sexes, les ethnies, situation relative aux revenus—dans les objectifs de développement utilisant des indicateurs du développement humain.

Les rapports sur les OMD fournissent déjà des données ventilées selon ces catégories sociales mais en l'absence de cibles explicites, les gouvernements ne sont pas tenus de rendre des comptes. Une interprétation plus nuancée des modifications des coefficients de Gini pourrait aider à évaluer le changement car certains pays peuvent parvenir à réduire les inégalités tout en restant en deçà de l'objectif souhaité de 0,4.

Les cibles et indicateurs pourraient être

- l'inégalité exprimée en fonction des déciles/centiles supérieurs et inférieurs;
- la distribution fonctionnelle des revenus (salaires contre revenus du capital). Ce peut être une mesure politiquement litigieuse mais elle illustre bien la question de la distribution;
- l'écart des salaires entre hommes et femmes;
- d'autres indicateurs du marché du travail: salaire médian, existence d'un salaire minimum, pourcentage des actifs (hommes, femmes) bénéficiant d'une protection sociale; et
- la répartition du travail non rémunéré entre hommes et femmes.

s'organiser, contester les politiques publiques et obliger les puissants à rendre compte.

Les efforts déployés au niveau national pour réduire les inégalités doivent s'appuyer sur un

environnement international favorable. Les crises mondiales et les chocs compromettent le développement économique et social et créent des inégalités à l'intérieur d'un même pays. Aussi la correction des inégalités dans le monde doit-elle faire partie de tout nouveau cadre de développement soucieux de promouvoir des partenariats mondiaux. S'il est question de l'aide, du commerce, des médicaments et des TIC dans l'OMD 8, il n'aborde pas explicitement les inégalités dans le monde ni les moyens de les atténuer.

References

UNRISD (2010) *Combating Poverty and Inequality: Structural Change, Social Policy and Politics*. UNRISD, Genève. Il existe un résumé de cet ouvrage en français, intitulé *Combattre la pauvreté et l'inégalité: Changement structurel, politique sociale et conditions politiques*. www.unrisd.org/poverty-overview-french.

UNRISD (2010) *Pourquoi les soins sont importants pour le développement social*. UNRISD Recherches et politiques, Synthèse 9. UNRISD, Genève.

ONU (2011) *Rapport de 2011 sur les objectifs du Millénaire pour le développement*. ONU, New York.

OIT (2008) *Rapport sur le travail dans le monde 2008: Les inégalités de revenus à l'heure de la mondialisation financière*. OIT, Genève.

OIT (2011) *Rapport du Directeur général, Une nouvelle ère de justice sociale*, Conférence internationale du Travail, 100e session, OIT, Genève.

Milanovic, Branko (2011) *The Haves and the Have-Nots*, Basic Books, New York.

L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) est un institut autonome au sein du système des Nations Unies qui se livre à des recherches pluridisciplinaires sur les dimensions sociales des questions actuelles de développement, et qui analyse les politiques menées sur ces sujets.

Nous nous employons à faire en sorte que l'équité, l'intégration et la justice sociales soient au centre de la réflexion sur le développement, des politiques et de la pratique en la matière.

Nous sommes reconnaissants envers les gouvernements de la Finlande, du Royaume-Uni et de la Suède d'avoir contribué à notre budget de fonctionnement en 2012. Notre travail n'aurait pas été possible sans leur soutien.



预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_20963

